Fondation Jean Jaurès

Histoire

RETROUVER LA RÉSISTANCE SOCIALISTE : LES DÉBUTS DU COMITÉ D'ACTION SOCIALISTE (1940-1942)

Guillaume Pollack

08/05/2021

Le 8 mai marque la date anniversaire de la fin de la Seconde Guerre mondiale en Europe occidentale. À l'occasion de cette commémoration, l'historien Guillaume Pollack, auteur d'une thèse récemment soutenue sur les réseaux de résistance (1940-1945), revient pour la Fondation sur l'entrée en Résistance des socialistes dès 1940 et sur la mise en place du Comité d'action socialiste en 1941, avec notamment les figures de Daniel Mayer, Suzanne Buisson et Robert Verdier.

Depuis 1945, les socialistes se trouvent dans une situation paradoxale : leur forte présence dans les institutions clandestines et les organisations de résistance n'a pas débouché sur un dynamisme mémoriel comparable à celui des mouvements gaullistes et communistes. Le bilan est redondant au fil des publications : les socialistes n'ont ni imposé ni défendu la mémoire de leurs engagements contre le régime de Vichy et l'occupant allemand ou italien. En 1998, à l'occasion d'un colloque enfin spécifiquement consacré au sujet, Robert Verdier s'en émeut. Marc Sadoun, auteur d'une thèse de référence publiée en 1982, remarque également que « le Parti socialiste n'a pas de mémoire chaude, passionnée, de la Résistance ». En 2016, un autre colloque consacré aux socialistes durant la Libération fait le même constat. Olivier Wieviorka souligne ainsi que « la présence des socialistes dans la Résistance, ainsi que leur apport, reste encore et toujours minorée ». La même année, Jean-Marie Guillon écrit dans le *Dictionnaire historique de la Résistance* : « L'écart entre cet engagement et la faible trace qu'il a laissée est frappant. De fait, il n'y a pas vraiment de mémoire socialiste de la Résistance. »

Est-ce la faute à une production historienne défaillante ? Absolument pas. Laurent Douzou a, par exemple, parfaitement intégré l'activité de la gauche, et plus particulièrement des anciens militants de la SFIO, à l'histoire de la Résistance. Le sujet est abordé par l'intermédiaire de biographies qui éclairent des itinéraires individuels, mais aussi à l'intérieur d'études plus globales consacrées à la Résistance à l'échelle d'un territoire ou d'une organisation qui ne concernent pas

spécifiquement les socialistes. L'approche par le biais des organisations, mouvements et réseaux, à laquelle nous avons nous-même contribué, ne peut certes que diluer l'approche sociologique et l'importance de l'appartenance politique comme ressort de l'engagement, puisque seule prévaut la disponibilité fonctionnelle.

La mobilisation des socialistes dans la Résistance intérieure dès 1940 est pourtant indubitable, une certaine focalisation des travaux sur les années 1943-1944 est notable, à l'heure de l'unification des forces, notamment celle du Comité d'action socialiste (CAS) de zone Nord et de zone Sud, deux primo-organisations qui servent d'arrière-plan à cette étude. C'est l'heure où les socialistes, intégrés aux institutions de la clandestinité, participent à l'élaboration d'une France nouvelle, libérée de la botte nazie. Certains, comme Léon Blum, n'ont pas attendu la victoire pour analyser les causes de la défaite et imaginer le programme à mettre en œuvre à la Libération : c'est tout le sens de ses réflexions entamées en 1941, publiées en 1945 et presque immédiatement traduit en anglais et en allemand. Les socialistes sont représentés à la première réunion du Conseil national de la Résistance, le 27 mai 1943, en la personne de l'avocat de Léon Blum au procès de Riom et président du Comité directeur de la SFIO André Le Troquer, ensuite remplacé par Daniel Mayer. Comme l'a montré l'historienne Claire Andrieu, la « Charte économique et sociale » proposée par André Philip en juillet 1943 est largement le reflet des attentes des socialistes passés dans la clandestinité. Par ailleurs, ces derniers s'activent particulièrement au moment de l'élaboration du « Programme d'action de la Résistance » adopté en mars 1994, pour qu'il emporte l'adhésion la plus large. Même si le texte aboutit à un compromis entre les positions de Daniel Mayer, au nom des socialistes, et celles de son homologue Pierre Villon, représentant le mouvement communiste Front national, il demeure fermement ancré à gauche. D'ailleurs, le premier groupe politique à s'en détacher à la Libération est la droite libérale, immédiatement mise en minorité dans la nouvelle Assemblée. Certes, les Français libres, où domine la jeunesse, qui ont rejoint le général de Gaulle à Londres se distinguent majoritairement par leur non-engagement dans un parti politique avant-guerre (61,4 %) ou par leur engagement à droite (23,9 %). Seuls 3,8 % viennent de la gauche socialiste, tandis que les ouvriers et fils d'ouvriers ne sont que 10 % dans ses rangs : « La France libre apparaît ainsi comme un phénomène tout sauf populaire », écrit l'historien Jean-François Muracciole. Des socialistes y exercent néanmoins des responsabilités : le député Félix Gouin, qui a quitté la France pour Londres le 17 mai 1942, y préside le groupe des parlementaires résistants puis la Commission de réforme de l'État qui entraîne la création de l'Assemblée consultative provisoire qu'il préside à Alger, dès le 10 novembre 1943, et à Paris. La Libération, lorsque les socialistes pensent être « maître[s] de l'heure fournit également un cadre d'étude pour observer l'influence des socialistes dans l'établissement d'une nouvelle république.

Est-il possible, toutefois, d'observer la résistance socialiste non pas à son stade d'achèvement

mais à celui de l'embryon, où les énergies individuelles inventent des stratégies empiriques pour rompre leur isolement et ressouder les volontés ? Les débuts de la résistance sont, de manière générale, difficiles à percer, car le temps n'est pas encore aux organisations structurées dont les organigrammes de la Libération donnent une image biaisée, mais aux initiatives individuelles et collectives empiriques. Sans prétendre à l'exhaustivité, nous proposons ici de rendre compte de quelques aspects relatifs à l'entrée en résistance des socialistes entre 1940 et 1942, avant donc le mouvement d'unification, de la défaite à la constitution des comités d'action socialistes dans différents territoires. Plutôt que de prendre le sujet « par le haut », nous proposons d'observer les itinéraires particuliers à travers les témoignages des anciens acteurs et actrices, dont nous ne méconnaissons pas les apports et les limites. Comment les socialistes sont-ils entrés en résistance ? Leur expérience initiale témoigne-t-elle d'un particularisme ou bien est-elle représentative des modes d'action initiaux ?

Les socialistes face à la défaite

Des comportements miroirs de la société française

Face à la défaite en 1940, les comportements des socialistes sont-ils exceptionnels et incongrus ? L'historiographie retient plusieurs facteurs à l'absence de visibilité de la résistance socialiste. En premier lieu, le fait que la SFIO aborde l'entrée en guerre minée par ses divisions internes, oblitérant les espoirs de voir apparaître une réponse ferme globale. Jean-Marie Guillon fait ainsi le constat de « l'éclatement de la SFIO sous le choc des évènements ». Effectivement, dès les années 1930, si l'antifascisme est une valeur solidement ancrée à gauche, la réponse à apporter au danger fasciste montre les profondes divergences existant au sein du parti dès l'accession au pouvoir d'Hitler et des nazis en Allemagne : l'exclusion des néo-socialistes dès novembre 1933 en est un exemple parmi d'autres. Les divisions affleurent également sur la question du pacifisme et du désarmement face à la montée d'idéologies menaçantes : « L'entente avec l'Allemagne hitlérienne chez les pacifistes intégraux est justifiée par une conception radicale du pacifisme qui autorise également ses convergences avec des forces de droite également pacifistes. En somme, si les valeurs de paix continuent de dominer à gauche, la théorisation pacifiste y perd une grande partie de sa force, la gauche étant plus sensible désormais au danger fasciste. » Blumistes et paul-fauristes s'affrontent ensuite sur les accords de Munich, la question de la sécurité collective et de la défense nationale face à la menace de guerre contre l'Allemagne, les uns et les autres se revendiquant d'ailleurs comme les dignes héritiers de Jean Jaurès. Cette division est particulièrement visible en 1939, lors du 36e congrès national de la SFIO à Nantes. Les comportements des parlementaires de la SFIO à l'occasion du vote des pleins pouvoirs du 10 juillet

1940 font parfois l'objet de déclarations péremptoires non dénuées d'une certaine reconstruction, les uns invoquant la responsabilité des quatre-vingt-dix parlementaires qui accordent les pleins pouvoirs au maréchal Pétain, les autres soulignant qu'ils composent la presque majorité des quatre-vingts opposants : « Dès lors, les socialistes se dispersent entre abstention, opposition repliée sur elle-même, collaboration, résistance, à moins qu'ils ne soient, comme Léon Blum, jetés en prison. », écrit Jean-Marie Guillon.

Cette focalisation sur l'attitude des socialistes relève, selon nous, davantage des attentes déçues concernant l'exemplarité attendue de la part de la « vieille maison » jaurésienne que d'une quelconque exceptionnalité. Il faut remettre en contexte ces divisions et ces attitudes qui ne sont pas le monopole de la SFIO. La droite, au moment de Munich, est tout autant divisée, notamment sur la question du danger imminent – les nazis de Berlin, les soviétiques de Moscou ou le « péril juif » incarné par Léon Blum ? – que sur la question du pacifisme : « S'est créé à droite un clivage comparable à celui qui dresse à gauche les uns contre les autres. », écrit Jean-Louis Crémieux-Brilhac. C'est toute la société française et l'ensemble des partis politiques qui éclatent sous le poids d'une défaite totale, et pas seulement la SFIO. Étudiant l'opinion publique, Pierre Laborie montre qu'à l'été 1940, « la confusion est à son comble, la République sombre dans la peur et les consentements moites de la médiocrité, les Français sont déboussolés, la nation est à la dérive ». Les comportements des socialistes face à la défaite sont le reflet de cet effondrement global. Les divergences de comportement au sein de mêmes idées politiques se retrouvent ailleurs : parvenu à Londres, Daniel Cordier, alors antisémite d'Action française, s'étonne du ralliement de Charles Maurras à Vichy. Le diagnostic amer que fait Daniel Mayer, *a posteriori*, sur les comportements de ses camarades est, en fait, extensible : « La défaite militaire de la France, par sa soudaineté même [...] avait créé une sorte de traumatisme. La chute de la Grande-Bretagne paraissait à la fois inévitable et imminente. Des esprits naguère avertis estimaient à un demi-siècle la durée plausible de la domination nazie sur l'Europe. » Les socialistes de 1940 ne sont pas en décalage avec la société de leur temps.

Un éparpillement géographique renforcé par l'émergence de nouvelles frontières

Après la guerre, Victor Provo (1903-1983), alors maire socialiste de Roubaix, note à l'attention des enquêteurs du Comité d'histoire de la Seconde Guerre mondiale : « Notre isolement dans la zone interdite, notre intégration au système allemand de Bruxelles, gênaient notre action. » Son collègue lillois Albert Van Wolput confirme qu'il n'existe jusqu'à l'hiver 1940-1941 « aucun contact direct avec Paris ». Ce constat peut être étendu à la zone occupée et à la zone non occupée : « L'existence de la ligne de démarcation a contraint les socialistes des deux zones, malgré leurs

liaisons fréquentes à s'organiser dans une large autonomie jusqu'en juin 1943. » Ce ne sont, en fait, pas les volontés qui manquent, mais les capacités à les fédérer en dehors de l'échelle locale. Le regroupement national des socialistes désireux de refuser l'Occupation est en fait freiné par la nouvelle géographie française qui émerge de la défaite et de l'armistice du 22 juin 1940.

La France vaincue en 1940 est, en effet, un territoire zébré et divisé par des frontières. Aux délimitations anciennes s'en sont ajoutées de nouvelles qui sont autant d'instruments de contraintes. Les nazis veulent détruire le système westphalien qu'ils envisagent comme la « véritable source des maux de l'Allemagne ». Pour eux, l'effondrement du Saint Empire romain germanique et son éclatement en une multitude de micro-États souverains est une machination française pour affaiblir son rival continental. La défaite, en 1940, marque la fin de ce système international instauré au XVII^{e} siècle qu'il faut renverser, cette fois au bénéfice de l'Allemagne, contre l'ennemi vaincu. La division des territoires s'inspire de ce système honni, que les vainqueurs retournent à l'envoyeur. Les frontières sont, en effet, un instrument majeur d'oppression pour les nazis, qui vise à l'atomisation des sociétés. Certes, leur conception en la matière peut apparaître comme paradoxale. D'un côté, ils envisagent les territoires conquis en Europe comme un immense bloc mono-racial, théâtre d'une germanité retrouvée après leur victoire dans la séculaire guerre des races aboutissant à l'élimination des juifs, des handicapés mentaux, des Tziganes et de tous les « parasites » qui menacent la pureté biologique aryenne. De l'autre, ils découpent leurs conquêtes en tranches.

Ainsi, après l'armistice le 22 juin 1940, les socialistes font face à ce démembrement de l'unité territoriale française qui oblitère les communications et les possibilités de regroupement. La France est divisée en sept zones avec des régimes d'occupation différents. Les socialistes des départements du Nord et du Pas-de-Calais sont rattachés au commandement militaire de Bruxelles. Leurs homologues plus au sud sont eux-mêmes répartis autour de lignes de démarcation. La plus connue sépare une zone non occupée placée sous l'administration du régime de Vichy et une zone occupée directement sous administration militaire allemande. Entre celle-ci et la zone rattachée se déploie un territoire tampon nommé « zone interdite » ou « ligne Nord-Est » qui s'étend jusqu'à la Suisse. À l'Est, une « zone réservée » est censée accueillir les colons allemands tandis que l'Alsace-Moselle est annexée directement au IIIe Reich et placée sous l'autorité de deux *Gauleiter*. Au Sud, enfin, se trouve une zone d'occupation italienne, quelques territoires entre 1940-1942 puis plusieurs départements après l'invasion allemande de la zone non occupée. L'objectif est la soumission et l'oppression politique d'un ennemi vaincu et l'étouffement dans l'œuf de toute possibilité de révolte collective. Les premiers socialistes désireux de résister font donc face à une situation de cloisonnement total ou partiel destiné à les empêcher de transformer un refus individuel en un vaste mouvement de contestation collective.

La formation du Comité d'action socialiste

Cette situation d'atomisation des sociétés est une stratégie de l'occupant. Tout l'enjeu est de surmonter cette politique d'isolement et de renouer les contacts avec celles et ceux des militants dont il est permis de supposer une hostilité ferme envers l'occupant, mais aussi envers Pétain et le régime de Vichy. La résistance socialiste qui émerge de la défaite et qui se développe durant ces premiers mois peut être qualifiée de polymodale. C'est un phénomène spontané qui s'exerce au niveau local, de manière très autonome, et ses principaux moteurs sont rarement des personnalités politiques de premier plan. Elle n'a pas de centre précis, elle se développe de manière simultanée sur des territoires éloignés, sans guère de concertation préalable avant que les premières liaisons puissent être établies entre les différents groupes. La chronologie est, à ce stade, imprécise. Comme le note Robert Verdier : « Ils ont repris la lutte. Qui a commencé ? Où et quand ? Il serait bien difficile de le dire, car on a pu constater par la suite qu'en de nombreux endroits les sections socialistes, débarrassées des traîtres et des timorés, s'étaient spontanément regroupées avant d'avoir reçu un mot d'ordre. » Cet éparpillement et la diversité des situations précédant les premières prises de contacts et les premiers rattachements de plus grande ampleur rendent nécessaire une approche plus géographique que thématique ou chronologique.

Premiers refus en zone rattachée

Après l'invasion et la défaite de 1940 démarre, dans les départements du Nord-Pas-de-Calais, une « confrontation sans illusion », entre les occupés et les occupants. L'occupation, précédée par des massacres de civils et de prisonniers en mai-juin 1940, puis le rattachement au commandement militaire allemand ainsi que l'installation des troupes et des services répressifs sonnent comme une réédition de la période 1914-1918 : « Ici, personne n'a admis l'armistice et le sentiment d'abandon se mue rapidement en haine générale à l'égard de Vichy. » Même s'il est difficile de prétendre à un quelconque déterministe, l'importance de ce souvenir de l'occupation précédente dans les engagements individuels trouve son exemple dans la manière dont il oriente l'activité de Jean-Baptiste Lebas (1878-1944). Ce dernier est conseiller général du Nord depuis 1910, maire de Roubaix depuis 1912, député dès 1919. Il est déjà déporté durant la Première Guerre mondiale pour ne pas s'être plié aux injonctions de l'envahisseur. Il devient ministre du Travail (1936-1937) puis des PTT (1937-1938) sous le Front populaire. Il part vers le sud le 20 mai 1940 mais revient deux mois plus tard, déterminé à reconstruire les structures régionales de la SFIO et à mobiliser des administrés à coups de tracts dans les boîtes à lettres puis « organise de faux concours de jeux de cartes dans les estaminets afin de permettre le regroupement des anciens militants socialistes ». Ces regroupements se concrétisent par la tenue de réunion, notamment entre des principaux édiles et notables socialistes de la région. Victor Provo écrit ainsi : « Après l'armistice de juin 1940,

l'occupation ennemie, la menace d'annexion contre le Nord et le Pas-de-Calais, des contacts provoqués par le Bureau fédéral s'établissent immédiatement entre nos militants. À Lille, chez Doyennette, Saint-Venant, Van Wolput, il y aura de multiples rendez-vous au cours desquels s'échafauderont des plans pour combattre efficacement les ennemis de la France et du monde du travail. » Albert Van Wolput (1889-1979), « fils de vieux militants socialistes » sans diplôme passé d'apprenti à contremaître pour arriver à directeur d'usine à matériel dans l'Eure, puis à Lille, militant socialiste depuis 1909 et « fervent de Gustave Hervé », il part en l'exode « comme tout le monde » et parvient à Béziers avant de revenir à Lille *via* Paris où il rencontre fortuitement un agent des services de renseignement anglais avec qui il travaille ensuite, à Lille, parallèlement à ses activités politiques clandestines. Charles Saint-Venant, lui, est le député-maire de Lille et l'un des parlementaires qui vote en faveur du maréchal Pétain le 10 juillet 1940, provoquant la colère de d'Albert Van Wolput qui « l'engueula vertement, lui reprocha sa faiblesse, et son influence fut sans doute déterminante pour lui faire reconnaître son erreur et l'amener à une attitude plus résistante ». Entre les 12 et 13 septembre 1940, c'est en tout cas lui qui accueille, à son domicile, « une réunion de quelques camarades, qui constitue en quelque sorte l'acte de naissance du CAS dans la région du Nord », au cours de laquelle l'arrivée d'Henri Salengro provoque une nouvelle colère d'Albert Van Wolput qui lui reproche sa participation aux débuts du journal pro-vichyste de Charles Spinasse et de Paul Rives, *L'Effort*. D'autres réunions sont organisées le même mois, au cours desquelles les bases de travail sont posées : diffusion de tracts et création d'un journal clandestin aux côtés de Jean-Baptiste Lebas, qui, selon Albert Van Wolput, « resta un peu dans l'ombre et ne joua pas un rôle très actif dans la constitution du CAS ». Quoi qu'il en soit, le premier numéro paraît en octobre 1940 sous le titre de *L'Homme libre*. En décembre 1941 paraît la première édition clandestine de *Socialisme et Liberté*, estampillée *Bulletin du CAS*. Le groupe se renforce, notamment avec l'arrivée d'Augustin Laurent (1996-1990). Fils d'Arthur Laurent, maire socialiste de Wahagnies, adhérent à la SFIO depuis 1912, il est, lui aussi, un ancien combattant de la Grande Guerre. Après la guerre, il devient secrétaire de la section socialiste de Wahagnies jusqu'en 1925 avant de prendre la tête de la Fédération du Nord à partir de 1927. Conseiller général du canton de Pont-à-Marcq à partir de 1931, il devient député de la 6e circonscription de Lille en 1936.

Le ralliement des militants de la région nécessite une prise de contact directe et donc le déplacement pour ainsi dire « à domicile » d'Albert Van Wolput. Des contacts sont pris également avec les socialistes en Belgique, par l'intermédiaire d'une conférence d'archéologie fictive permettant l'organisation d'une nouvelle réunion à Bouillon, à une date inconnue. Réciproquement, « les socialistes belges et hollandais viennent plusieurs fois à Lille et des rencontres ont lieu au Cabinet flamand », selon Augustin Laurent. Cette information n'est pas anecdotique, elle montre une des caractéristiques principales de la résistance en général : celle de s'inscrire dans une perspective transnationale. Elle signifie aussi que, dès les deux premières années de l'Occupation,

les nazis sont déjà en difficulté dès lors qu'il s'agit de maintenir leurs frontières étanches aux activités clandestinités.

Premiers regroupements parisiens

Résister en zone occupée, c'est faire face à un appareil administratif et répressif non moins contraignant que dans les départements du Nord. Il est désigné improprement sous le nom de « Gestapo » dans les témoignages et dans un certain nombre d'écrits. Sans faire l'inventaire du kaléidoscope de la répression allemande, citons le *Militärbefehlshaber in Frankreich* (MBF), le commandement militaire en France, chargé du « maintien de l'ordre » en zone occupée ; l'*Abwehr*, service de renseignement de la *Wehrmacht*, est chargé du contre-espionnage et délègue l'exécution des arrestations à la *Feldgendarmerie* et à la *Geheime Feldpolizei* (GFP). De plus, dès l'été 1940, le *Reichssicherheitshauptamt* (RSHA) envoie le « commando Knochen » à Paris, qui devient l'antenne locale de la *Sipo-SD* (police de sécurité). La présence allemande s'installe dans le quotidien des habitants et des premiers résistants de la zone occupée et il faut en tenir compte pour comprendre l'émergence des premiers regroupements parce que, dès le début, se faire prendre pouvait signifier la mort. Elle inspire, en tout cas, le célèbre texte du socialiste Jean Texcier (1888-1957), *Conseils à l'occupé*.

La fédération socialiste de la Seine a été durement ébranlée par ses dissensions d'avant-guerre, notamment lors de la bataille entre Jean Zyromski et Marceau Pivert, aboutissant à sa brève dissolution, avant d'être reconstituée et de passer sous le secrétariat général de Gaston Allemane (1903-1989). Ce dernier est proche de Paul Faure dont il épouse les thèses munichoises. La défaite précipite, en tout cas, des socialistes sur les routes de l'exode, « plébiscite contre l'envahisseur » plus que manifestations de lâcheté dont se gaussent des collaborationnistes comme Lucien Rebatet ou des vichystes comme Alfred Fabre-Luce. Il n'empêche que se noue, dès l'été 1940, un premier regroupement des socialistes parisiens militant de la 5e section, restés à Paris ou revenus de leur périple.

Cette réunion est un assemblage de militants déjà expérimentés et de jeunes recrues, mais tous sont déjà actifs avant-guerre au sein de la SFIO, voire exercent des fonctions parlementaires. L'identité des premiers socialistes à se mobiliser varie selon les sources et les témoignages. Si l'on suit le témoignage d'Élie Bloncourt (1896-1978), ancien combattant aveugle de guerre né en Guadeloupe et député de l'Aisne depuis 1936, « qui est de ceux qui ont été tout de suite contre l'armistice et qui ont bien voté », l'origine du CAS parisien est à chercher dans les premiers entretiens entre lui-même et d'autres députés socialistes « qui avaient bien voté comme lui ». Il cite notamment Raoul Evrard (1879-1944), député du Pas-de-Calais ou l'ancien député de l'Allier de

1910 à 1914, devenu chef de cabinet du ministre de l'Intérieur, Marx Dormoy après avoir été celui de Jules Guesde, Charles Dumas (1883-1955). Daniel Mayer mentionne également le député de l'Oise Jean Biondi (1900-1950). Figurent aussi quelques noms de militants parisiens promptement mobilisés, qui se retrouvent ou non dans les témoignages de Robert Verdier, qui n'arrive que plus tard, et Daniel Mayer, qui n'est alors pas à Paris. L'hostilité à l'armistice et le rejet du régime de Vichy servent en tout cas de catalyseur, tout comme le fait d'avoir précédemment rejeté les accords de Munich. Parmi les militants déjà expérimentés est cité le jaurésien Amédée Dunois (1898-1945). Journaliste, il est rédacteur à *L'Humanité* dès 1912 aux côtés de Jean Jaurès, mais il s'oppose en 1914 à l'entrée en guerre aux côtés de la minorité menée par Jean Longuet ou Boris Souvarine. Il tient la revue de presse du journal *Le Populaire*. Militant politique, il est passé par l'anarchisme, le syndicalisme révolutionnaire, le communisme – il est membre du comité directeur peu après la création de la Section française de l'internationale communiste – et le socialisme qu'il quitte en 1920 et où il revient en 1939. Daniel Mayer mentionne également André Le Troquer, Jean Texcier, déjà croisés, ou encore Paul Colliette (1879-1961), cité aussi dans le témoignage de Robert Verdier, ancien anarchiste puis partisan de Jean Zyromski. Parmi les jeunes militants figure donc Robert Verdier, fils d'un dreyfusard ancien combattant, agrégé de lettres, militant aux Étudiants socialistes puis adhérent à la SFIO de l'antenne de Montpellier où il enseigne depuis 1933. Gréviste suite aux évènements de février 1934, il participe activement à la politique locale et au militantisme syndical au sein de la Fédération général de l'enseignement. Il est nommé au lycée Carnot à Paris en 1937 et rejoint la 5e section où il défend la ligne blumiste et rencontre Amédée Dunois et Ernest Labrousse. Après avoir combattu sur le front des Alpes, il est démobilisé à Marseille le 28 juillet 1940. Il rentre à Paris, déterminé en septembre de la même année. Selon son témoignage, il est abordé par un militant nommé Chanfreau qui lui enjoint de participer à une réunion, à laquelle il se rend. Selon Élie Bloncourt, c'est un des deux « jeunes » amenés par Amédée Dunois « pour donner un coup de main par des déplacements en province par exemple ». Le second se nomme Gérard Jaquet (1916-2013), blumiste, militant depuis 1932 aux Étudiants socialistes dont il devient secrétaire pour le groupe de Paris, il suit des études de médecine interrompue par l'entrée en guerre où il sert comme médecin auxiliaire. Il déclare, après la guerre, avoir été immédiatement « anti-pétainiste ».

En fait, le processus de formation de ces primo-résistances socialistes à Paris obéit au rythme caractérisant les débuts de l'engagement clandestin : la réaction individuelle, la sortie de l'isolement par la recherche des personnes partageant la même indignation, le regroupement initial pour « discuter » le plus souvent chez un membre du groupe, en fait pour chercher les moyens de se battre. Il faut s'arrêter brièvement sur les conditions de mise en place de ces réunions. Les adresses citées par Robert Verdier dans son témoignage sont situées dans le 5e arrondissement de Paris, le 3, rue Bazeilles, ou encore le 5, rue Pascal et la rue Larrey. Daniel Mayer cite également le

domicile de Joseph Lagrosilière (1872-1950), rue de Vaugirard. Ce dernier est député de la Martinique de 1932 à 1942, auparavant militant auprès du parti néo-socialiste de Marcel Déat, ce qui illustre le fait que les trajectoires sont peu linéaires entre l'avant-guerre et l'Occupation. Quoi qu'il en soit, ces adresses correspondent à des habitats collectifs, comme presque toujours à Paris. Certes, dans le dernier cas, le fait qu'un député reçoit des visites n'est pas surprenant. Néanmoins, les conditions de maintien du nécessaire secret sont bien précaires. Les allées et venues des membres de ce groupe – « ils n'étaient guère une dizaine au début », nous dit Robert Verdier –, s'exposent aux regards des marcheurs et des voisins dont tous ignorent les opinions. Le changement d'adresse garantit de dangereuses réitérations, mais la non-dénonciation peut laisser supposer au moins une complicité passive de l'environnement. Par ailleurs, de telles conditions interdisent un développement exponentiel ou même un tant soit peu rapide, ce qui rend peu significatif le faible nombre des participants : pour des raisons de sécurité, cette première résistance doit être nécessairement exercée qu'en comité restreint si elle veut survivre.

L'enjeu principal est donc de « reconstituer la fédération de la Seine à qui incombait tout naturellement par sa situation la tâche de supporter le poids de l'organisation pratique ». Il faut briser les distances géographiques, aller au contact direct des militants éparpillés dans la région parisienne, ce qui implique de se déplacer personnellement, et à bicyclette compte tenu des restrictions : c'est Robert Verdier et Gérard Jaquet qui remplissent essentiellement cette tâche. Il ne faut pas minimiser cette tâche d'« agent de liaison », puisque c'est par cette activité que peut s'organiser une action cohérente et coordonnée. Surtout, elle permet aux individualités de sortir de l'isolement et de prendre place dans un effort plus large. Ainsi, la dynamique se poursuit par l'intégration au CAS formé à Paris du groupe formé par les socialistes nordistes grâce aux voyages d'Augustin Laurent. « Désormais, les socialistes du Nord, qui jusque-là demeuraient des membres clandestins de la SFIO, deviennent une fraction du CAS ». » L'effort se poursuit également grâce aux déplacements de militants en région ou par la réactivation de contacts préexistants : le CAS en zone occupée s'étend bientôt à l'Aisne, la Bretagne, la Normandie, la Bourgogne, la Gironde, l'Oise et la vallée de la Loire. Robert Verdier, probablement désireux d'impressionner son lectorat, emploie le terme de « réseau » pour qualifier cette organisation émergente, à tort puisqu'elle ne travaille pas sous le pilotage direct d'un service secret allié. Il n'empêche que l'extension est indubitable, tout comme l'effort d'organisation.

Les dynamiques de la zone non occupée

Marc Sadoun et Martine Pradoux ont montré ce que doit la formation du CAS en zone non occupée à l'activisme de Daniel Mayer et d'Henri Ribière, lequel prend contact par la suite avec la plupart des socialistes désireux de s'engager de part et d'autre de la ligne de démarcation. Sans revenir sur

l'ensemble des détails déjà bien connus, signalons qu'à l'origine cette formation est le résultat de voyages tous azimuts menés par des militants à la recherche de chefs et de directives, d'ailleurs quasiment en pure perte, puis de soutiens. Ces voyages sont des initiatives mixtes, tout d'abord, d'un couple, Daniel et Cletta Mayer, qui quittent Paris pour Clermont-Ferrand où se trouve l'équipe du *Populaire* avant d'entreprendre une série de déplacements pour prendre le pouls des dirigeants socialistes : Marx Dormoy, le 26 juillet, « pour lui demander des directives d'action », lequel refuse, arguant qu'il sera bientôt arrêté. Puis, le couple se rend auprès de Léon Blum « retrouvé grâce à Suzanne Buisson rencontrée à Toulouse » à qui ils font part de leur désir de sortir de France vers l'Angleterre, ce que ce dernier leur déconseille de faire. Lui-même refusant d'entrer dans la clandestinité, désireux de répondre publiquement de ses actes, ce qu'il fera effectivement à Riom avant de passer le reste de la guerre en prison. Même réaction du côté de Vincent Auriol, pourtant conscient de son arrestation imminente. La formation du CAS en zone non occupée est consécutive à la défaillance des anciens chefs, qui choisissent de rester dans la légalité, quitte à en subir les conséquences plutôt que d'entrer en clandestinité : presque tous perdent ainsi leur liberté, certains, comme Marx Dormoy, le paient de leur vie.

La formation du CAS en zone non occupée est essentiellement redevable à l'activisme des militants qui permet de lui donner corps. Suzanne Buisson (1882-1944), née Lévy, est militante de la SFIO à la 18e section de Paris depuis 1905, suppléante à la Commission administrative permanente en 1933-1934 et en 1938-1939. Elle est aussi secrétaire du Comité national des femmes socialistes et directrice de la page hebdomadaire du *Populaire*, « La femme, la militante ». Elle participe aussi à la délégation de la SFIO au congrès de l'Internationale ouvrière socialiste, à Vienne (25 juillet-1er août 1931) et s'oppose aux accords de Munich. Elle quitte Paris pour Lyon avec son mari, Georges Buisson, lors de l'exode, puis rencontre Léon Blum détenu à Bourrassol. Elle occupe la fonction de trésorière au sein du CAS, Daniel Mayer étant secrétaire. Henri Ribière (1897-1956) est l'ancien chef adjoint du cabinet de Marx Dormoy dès 1936, puis secrétaire général de la préfecture de l'Ardèche dès 1938. « Détaché de la Sûreté nationale », d'après Daniel Mayer, il parcourt la zone non occupée à la recherche des socialistes prêts à s'engager, tout comme l'ancien directeur de cabinet de Léon Blum, André Blumel. De l'automne 1940 à début 1941, ce sont donc des missions de prospection, « une sorte d'inventaire » auprès de « ceux des socialistes qu'on devinait, par leur comportement antérieur, hostiles au nouveau régime ». Pour les élus, la priorité allait à ceux qui avaient refusé les pleins pouvoirs. Pour les militants, la préférence allait aux antimunichois, même si Daniel Mayer signale le ralliement d'Edouard Froment ou encore de Félix Gouin.

En cela, le processus n'est pas inhabituel au commencement de la Résistance, où les sociabilités antérieures permettent d'identifier de potentiels soutiens, mais il fut rare que cela s'exerce à une telle échelle. Ce qui n'est pas rare non plus, c'est l'empirisme des mesures de sécurité, la fragilité

des faux papiers et l'absence totale de cloisonnement entre les différentes régions. Daniel Mayer le répète à loisir : « Nous multiplions les imprudences. C'est ainsi que je me promènerai plusieurs mois durant avec une carte d'identité entièrement fabriquée par moi, où une seule lettre est changée à mon nom : je m'y appelle Mayet, le reste étant réel, y compris l'adresse. Autrement dit, la moindre vérification [...] fournirait la preuve du faux. » La mémoire de Résistance a retenu l'idée d'organisations structurées au cordeau obéissant à un cloisonnement strict : les désastres qu'elle a connus pendant quatre ans montrent que cette idée procède davantage de la reconstruction, surtout au commencement de la lutte clandestine. Mais, c'est un arbitrage constant : opérer la synergie et procéder à l'organisation de militants épars est incompatible avec le maintien du secret à court terme. Le lieu de la première réunion générale du 9 mars 1941, Nîmes, est choisi pour des raisons purement pragmatiques : la mise à disposition d'un local par un cousin de Suzanne Buisson et la situation de la ville en termes de géographie des transports. La ville « présente un avantage auquel chacun est sensible : c'est un carrefour ferroviaire. Située sur l'axe Bordeaux-Marseille-Nice, la ligne de Lyon par la rive droite y aboutit ainsi que la ligne Clermont-Ferrand par Langogne ». L'importance de la géographie des transports ne doit pas être minimisée pour comprendre la structuration de la résistance : l'implantation des différents secteurs des réseaux d'évasion lui doit beaucoup. Neuf membres y participent, dont deux femmes. Si les résultats concrets sont modestes, l'effort permet de jeter les bases d'une organisation, mais dans laquelle le bouche-à-oreille va très vite. En mai 1941, à Lyon, les parlementaires qui ont voté pour Pétain sont exclus. À la réunion suivante, à Toulouse, dans un café, le 21 juin 1941, « les participants ont augmenté. À vrai dire, nous sommes trop nombreux ». Si le succès est incontestable, le secret, lui, est déjà une notion devenue abstraite : « Nous sommes effrayés, en ce mois de juin 1941, du nombre de camarades venus à notre réunion. » C'est ce qui motive la création d'une organisation, sinon centrale, mais dont, du moins, la direction opérerait de manière plus restreinte avec un responsable par région.

Le CAS : une voie particulière au commencement de la Résistance ?

Une résistance sans chef ?

Cette primo-organisation se veut à la fois clandestine, légitime et démocratique et, plutôt que d'inventer de nouvelles structures, s'efforce de s'appuyer sur celles qui préexistent. Cependant, les principaux dirigeants, Léon Blum en tête, sont en prison. De Gaulle n'est au mieux qu'une référence lointaine quand elle n'est pas inconnue. Or, comme le rappelle François Marcot, « la résistance a révéré les chefs. On ne le redira jamais assez, la Résistance, parti du mouvement, forte de ses

aspirations au changement et maniant la phraséologie révolutionnaire, est dans le même temps le parti de l'ordre. Elle ne craint rien tant que l'anarchie dans ses rangs et le trouble dans la perception que les Français pourraient avoir de ses buts et de ses pratiques. Ses chefs n'aiment guère les groupes indépendants ». L'absence de centralisation de la décision et l'incapacité, surtout au début, d'imposer des décisions unanimes sont deux caractéristiques majeures des débuts de la résistance socialiste.

Dans le Nord, un vif débat agite les partisans du refus d'occuper des postes de conseillers municipaux en remplacement des maires révoqués, comme Augustin Laurent, et ceux qui plaident pour l'inverse, comme Jean-Baptiste Lebas, « se souvenant du rôle joué dans la guerre précédente par ces bastions que constituent, surtout dans cette région, les municipalités dans la lutte contre les occupants, il désirait avec force qu'elles fussent conservées [...] conjurant qu'on ne se sépare pas d'un outil qui peut être un élément de défense des populations ». Pour Augustin Laurent, au contraire, « J. Lebas ne voyait-il pas bien que, par l'existence de l'État français, les municipalités qui demeureront en fonction seront nommées, et que, de fait, elles paraîtront faire acte d'obédience vichyste ». S'appuyant probablement, entre autres, sur ce témoignage, Daniel Mayer critique à son tour vertement l'attitude de l'édile nordiste : « Il est évident que Jean Lebas est influencé par des analogies entre les deux conflits. Il ne mesure sans doute pas exactement les différences entre 1914 et 1940, dont l'existence d'un pseudo-gouvernement français, le partage du pays en zones, la nature même de l'ennemi, sinon sa nationalité, ne sont pas des moindres. » Il est vrai que l'enjeu est, pour Daniel Mayer, de mettre en scène dans son témoignage des ruptures radicales avec Vichy. En fait, quoique les relations soient établies entre les différents pôles de la résistance socialiste, plusieurs lignes continuent d'exister, celle d'une rupture ferme envers Vichy, en zone non occupée, et celle d'un maintien aux postes de responsabilité dans des départements, quitte à recevoir des ordres et à devoir rendre compte à l'ennemi pour préserver les apparences et la sécurité des populations chez ceux qui connaissent leur deuxième occupation, et leurs cortèges de violences, en une génération.

Le refus initial de prendre le nom de « Parti socialiste » est un autre exemple intéressant. L'idée est néanmoins évoquée lors des premières réunions parisiennes dont Élie Boncourt se fait l'écho, même si l'on peut supposer que la question n'y fut vraiment tranchée qu'en janvier 1941, quand fut adopté le nom de Comité d'action socialiste. Avant même de rentrer à Paris, Robert Verdier prétend qu'il n'est, pour lui, pas question de ressusciter le Parti socialiste : il envisage seulement la possibilité « de constituer des organisations de caractère patriotique et démocratique très large », quand bien même cette déclaration est possiblement reconstruite. Dans le Nord, proclamant que « le socialisme continue », Jean Lebas écrit dans *L'Homme libre* : « Il n'est pas question pour nous de reconstituer de parti politique, puisque le Parti socialiste n'est pas dissous. » De fait, cette

déclaration sert davantage à laisser penser aux lecteurs que l'action continue, déjà, dans la clandestinité afin d'entretenir l'espoir en des jours meilleurs. Le refus d'adopter le nom de « Parti socialiste » s'explique par l'opposition de militants à Paris qui estiment que les réunions clandestines ne peuvent prétendre être représentatives du mouvement socialiste dans son ensemble : « [...] Les quelques personnes qui se réunissaient ainsi n'avaient pas le droit de s'intituler Parti socialiste ; elles ne savaient pas ce que pensaient les socialistes dans toute la France ; elles ignoraient s'ils étaient prêts à les suivre ; bien sûr, le Parti socialiste renaîtrait à la Libération, mais serait-il reconstitué par ceux-là mêmes qui tenaient ces réunions ? » Daniel Mayer se fait l'écho des motivations de ce refus dans les mêmes termes : « Au cours d'une réunion groupant principalement des membres de l'ancienne cinquième section, il est décidé de reconstituer le parti sous le nom, qu'on sait provisoire, de Comité d'action socialiste (CAS). Ce titre est dû à Raoul Evrard contre l'avis de Charles Dumas. "Rien ne nous autorisait, dit Raoul Evrard, à nous considérer comme représentants qualifiés du Parti socialiste.". » Daniel Mayer n'était pas à Paris lors de cette réunion, il retranscrit probablement des témoignages qu'il a recueillis.

Une telle argumentation montre que l'objectif est de reconstituer d'abord et avant tout un parti politique socialiste considéré comme légitime par la base. Mais elle pose la question de l'adéquation de ce projet avec le contexte général. À suivre ce raisonnement, le fonctionnement démocratique doit perdurer dans la clandestinité et les décisions importantes doivent refléter l'avis de la majorité. Cela interroge, précisément, sur la question du commandement au sein de cette résistance socialiste et de son exercice dès lors que chaque décision doit être prise conformément aux vœux majoritaires, mais que la situation interdit de procéder à un vote. Sous réserve d'inventaire, nous n'avons pas connaissance d'exemples similaires ailleurs. Laurent Douzou a abordé cette question de la « démocratie sans le vote », notamment par l'intermédiaire de la prise de décision au sein des mouvements de zone non occupée. Il y retient notamment que :

[...] des noyaux originels se dégagea, dans l'écrasante majorité des cas, un *primus inter pares*, expression que nous employons à dessein parce qu'elle définit au plus près le statut du chef qui émergea assez vite dans le cercle dirigeant des mouvements à venir : semblable et égal à ses camarades, le personnage dominant exerça tout de même une primauté. Ce qui valait pour la direction nationale n'était pas moins vrai pour les échelons inférieurs. Or, dans cette hiérarchie telle qu'elle se décanta assez vite, « l'élection » des responsables échappait aux critères et aux procédures du temps de paix. Mieux, elle les défiait.

L'historien met en avant un « mode de fonctionnement quasi aristocratique » et un « exercice solitaire du pouvoir » par un chef dont l'autorité repose sur le « privilège d'antériorité », « la disponibilité », une foi et volonté inébranlable en l'avenir permettent de révéler des capacités

individuelles insoupçonnées qui jouent un grand rôle dans l'acceptation de la hiérarchie au sein de la Résistance. Du côté des réseaux de résistance, nous avons, de notre côté, démontré que le commandement reposait essentiellement sur le charisme, au sens wébérien du terme, ainsi que sur la capacité du chef à être adoubé par le service allié avec lequel il travaille et à maintenir la liaison contre vents et marées avec Londres. Pour Albert Van Wolput, « le métier de commander n'était pas difficile ». Certes, en zone occupée, le comité se dote d'un président, Élie Bloncourt, mais dont la seule tâche est de diriger les réunions du comité. L'exemple du CAS prouve, en fait, globalement l'inverse de ce qu'affirme le résistant nordiste. L'éparpillement des militants, l'émergence initiale d'une forme de résistance polymodale plus que centralisée, l'absence de personnalités assez charismatiques pour prétendre au rôle de chef incontesté, le lien maintenu avec les principaux dirigeants d'avant-guerre, que l'on continue à consulter alors qu'ils ne peuvent que donner leur avis depuis la prison, la pratique de la réunion au sein d'assemblées toujours plus nombreuses : tous ces facteurs oblitèrent les capacités à voir émerger, à ce moment, un chef incontesté en mesure d'imposer des décisions acceptées tacitement par tous. Marc Sadoun relève, enfin, qu'en zone non occupée, « Daniel Mayer et Henri Ribière, premiers pèlerins du socialisme résistant, ne bénéficient d'aucun partisan et entreprennent de leur propre autorité la reconstruction de la SFIO » et que « la seule source de légitimité dont bénéficient, dans leurs actions, Daniel Mayer et Henri Ribière est de nature idéologique : tous deux reprennent dans la Résistance naissante le combat engagé avant-guerre pour une politique de fermeté ». Par ailleurs, selon le même auteur, le choix du nom « CAS » marque aussi « le désir de se démarquer d'un parti que Paul Faure continue d'incarner dans l'esprit public ». Certes, mais, pendant ce temps, ce sont les collaborationnistes proches de Marcel Déat qui monopolisent l'appellation et jusqu'au symbole de Jaurès qui se retrouve régulièrement en première page des journaux autorisés en zone occupée. Dans le refus d'assumer immédiatement l'héritage pour des prétextes de légitimité, il y a aussi, peut-être, un retard dans la prise de conscience de la nature de la situation générale et une modestie inadéquate, dont peu d'autres se sont embarrassés au moment où il a été nécessaire de relever le drapeau.

C'est le retour du voyage à Londres de Daniel Meyer (14 avril 1943-19 mai 1943) qui dote, enfin, les socialistes d'un comité exécutif qui permet « la coordination plus étroite de l'action des deux zones » et surtout d'un chef dont la légitimité s'appuie, aussi, sur la reconnaissance par Londres, mais aussi par son expérience : « Sa désignation ne fait, semble-t-il, aucun doute. Son action au CAS Sud depuis deux ans et le succès de sa mission à Londres lui assurent une légitimité qu'aucun des dirigeants du Parti socialiste clandestin ne songe à lui contester. »

Le CAS n'est pas un réseau mais est-il un mouvement ?

À rebours, Robert Verdier écrit :

Il faut dire, toutefois, que c'est à la suite d'une décision formelle, prise également en zone Nord, que le Parti socialiste n'a pas voulu créer ses propres groupes de combat et d'action militaire. Déjà des mouvements de résistance étaient nés ; il fallait donc éviter la dispersion des forces. Il a paru plus conforme aux nécessités de l'action clandestine d'engager les militants socialistes à séparer l'action politique de la lutte militaire et à entrer dans ces organisations qui, ayant pour objet principal la lutte contre l'envahisseur, pouvaient rassembler un très grand nombre de Français, malgré la diversité de leurs opinions. Cette attitude du Parti socialiste procède de la volonté de faciliter l'unité de la Résistance et de coordonner toutes les forces qui se levaient pour défendre la patrie. »

Résumé ainsi par Marc Sadoun : « Aux formations politiques l'action politique, aux mouvements de résistance l'action immédiate. » Olivier Wieviorka a relevé dans ce choix « sinon une faute, du moins une erreur » : pas de formation dédiée, flanc ouvert aux accusations d'attentisme, tout en spécifiant que ce comportement constitue la règle plus que l'exception. Il ajoute : « Le Parti socialiste ne créa ni réseaux ni mouvements, alors qu'il aurait sans doute eu les moyens de le faire. En revanche, il ne disposait sans doute pas d'une culture politique adéquate pour se lancer dans la création d'un mouvement ou d'un réseau, une forme d'organisation étrangère tant à son histoire qu'à ses modes d'intervention dans la cité. » Gilles Morin ajoute, très justement, que la « culture parlementaire, ouvriériste, pacifiste et surtout républicaine des socialistes affirme la primauté du politique sur le militaire. Elle ne les prédispose ni à entrer dans la clandestinité, ni à suivre une France libre autoproclamée [...] ». C'est exact, mais il faut apporter quelques précisions. La Résistance est composée d'un nombre important de civils peu connaisseurs, de manière générale, des rouages de l'action clandestine en dehors de la lecture de quelques romans. Notre propre travail sur les réseaux de résistance a montré que leur constitution et leur mise en œuvre pratique n'est dans la culture politique de personne. En témoigne le degré profond d'empirisme avec lequel tant les services secrets anglais , que ceux du général de Gaulle déploient les agents en France, c'est-à-dire non seulement à l'aveugle mais aussi à l'aveuglette. Non moins empirique est la création des premiers mouvements de résistance non communistes, qui n'intègrent l'action militaire et immédiate ailleurs que sur le papier que tardivement et après de nombreuses hésitations. La culture républicaine ou la foi en une religion qui professe l'interdit du meurtre ne prédisposent personne à passer à l'action militaire ni à l'usage de la violence Comme le remarque Luc Capdevila, si la violence participe à la construction de *l'ethos* viril, « l'aptitude à la violence participe aussi à un remaniement de l'ordre social » et implique une série de basculements.

Le mouvement de résistance a pour but initial, en principe, précisément l'action politique et non l'action immédiate, qui n'entre dans ses perspectives concrètes qu'à partir de la fin de 1942 et du début de 1943, « par ceux qui souhaitent l'entrée immédiate de la Résistance dans la lutte armée ». Le CAS serait-il, alors, un mouvement de résistance qui ne dit pas son nom et ne s'affirme pas comme tel ? Aucun de ses militants ne s'en est jamais réclamé. Il n'empêche qu'il en partage certaines caractéristiques : l'extension géographique et la recherche du recrutement tous azimuts, mais aussi l'activité intense tournée vers l'action politique et la propagande. Que ce soit dans les départements nordistes et de part et d'autre de la ligne de démarcation, les militants socialistes ont œuvré à convaincre l'opinion publique par l'intermédiaire de tracts, de brochures, telle celle rédigée par Charles Dumas, *De la capitulation à la trahison*, largement diffusée, ou de journaux clandestins affichant leur identité : *L'Homme libre*, *Le Populaire* dès le 15 juin 1942, naturellement, mais aussi *Socialisme et Liberté*, hissant par ce titre en première page les couleurs jaurésiennes. Au même moment, « les trois principaux mouvements de la Résistance non communistes de zone Sud donnent une place centrale au service de propagande-diffusion qui élabore et diffuse leur journal [...]. Le dénominateur commun à la grande majorité des mouvements est donc bien le primat accordé à la propagande, c'est-à-dire à la puissance du Verbe [...] ».

Cependant, il est vrai que, comme le relève la plupart des auteurs, le CAS se penche non sur les difficultés du présent mais sur des projets politiques conditionnés à une victoire inconcevable en 1940-1941, sauf pour quelques optimistes. Pour son premier numéro de décembre 1941, *Socialisme et Liberté* proclame : « Il ne suffira pas de nettoyer le sol de la Patrie des espions, des traîtres, des collaborationnistes et autres agents de l'étranger, il faudra encore, il faudra surtout élaborer un programme dont le détail variera naturellement en fonction des circonstances [...]. Ce modeste bulletin se propose de coopérer à cette œuvre de patience et de foi. » Marc Sadoun cite ainsi ce tract en zone occupée daté de mai 1941 intitulé « Vive la République » : « Réfléchis dès à présent à ce que tu demanderas à notre future Constituante. » En fait, l'initiative n'est pas simplement inaudible parce que prématurée, elle est en avance sur son temps et sur les projections possibles de la population qui subit les restrictions et se bat pour survivre. Dès 1943, la séparation du politique et du militaire ainsi que les plans des réformes politiques à mettre en œuvre à la Libération sont devenus à l'ordre du jour.

Conclusion

Les résistants socialistes ne sont pas entrés différemment en résistance que leurs homologues ailleurs en France et tous ne survivent pas au combat clandestin. L'inventaire des morts et des déportés socialistes dans le combat clandestin reste à faire. Suzanne Buisson, arrêtée le 1er avril 1944 à Lyon, est assassinée à une date inconnue à Auschwitz-Birkenau. Amédée Dunois, arrêté,

meurt en 1945 à Bergen-Belsen. Jean Lebas est arrêté le 21 mai 1941 et décède, lui aussi, en déportation. Raoul Evrard, lui, meurt le 29 février 1944 à Paris. D'autres, tel Jean Biondi, parviennent à survivre à la déportation. Cette entrée en résistance est d'abord une manifestation d'un refus épidermique avant de se transformer en une entreprise collective permise par la circulation de militants déterminés à briser l'isolement et à réduire les distances avec leurs camarades. L'empirisme est la règle, conséquence d'une impréparation largement explicable par la défaite, ses conséquences et les conditions inédites, pour eux comme pour tout le monde, ou presque, dans lesquelles cette activité clandestine doit se déployer. En deux années à peine, les militants socialistes sont parvenus à étendre leurs ramifications hors de leur territoire local, à passer outre les lignes de démarcation, voire en dehors des frontières françaises. En découle un processus d'organisation, tout aussi empirique, qui prend acte de la mise hors de combat des dirigeants d'avant-guerre, imposant l'émergence de personnalités peu préparées à exercer un commandement à l'échelle nationale. Qu'est-ce que le Comité d'action socialiste au commencement de la Résistance ? C'est tout d'abord le regroupement de militants socialistes sur les bases d'un refus commun. Les hésitations que l'on peut avoir sur sa nature – mouvement, parti politique ? – relèvent davantage des reconstructions faisant de la lutte armée le climax de l'action résistante et de la focalisation chronologique sur les années 1943-1944. Cette donnée rappelle à quel point il faut être prudent sur les dénominations postérieures des organisations. Certes, les effectifs du CAS sont moindres et ne représentent qu'une part lacunaire des fédérations d'avant-guerre, toutes confondues. Mais, il faut rappeler une donnée essentielle : compter la Résistance est un exercice vain et surtout peu significatif. Comme le rappelle François Marcot : « Quel que soit le nombre que l'on retient, à quoi le rapporter si l'on veut en tirer une conclusion sur le degré d'engagement des Français ? [...] Qui ne voit à quels résultats différents on peut parvenir ? » Ce qui est certain, c'est que la plupart des témoignages nous renvoient à une dimension essentiellement masculine de la Résistance : les noms principalement cités étant celui d'hommes. Or, cela signifie-t-il que les femmes sont absentes de l'effort ? Que les épouses s'absentaient pendant les réunions ? Nous inclinons, plutôt, à penser que leur rôle serait mieux mis en lumière par une étude prosopographique des socialistes en résistance. De manière générale, cette brève évocation ne clôt pas le sujet et n'en a pas la prétention. Il faut rouvrir les dossiers en profitant de l'accessibilité plus large aux archives, notamment, il faut avoir recours aux dossiers personnels. Il faut, surtout, réinscrire l'engagement des socialistes non pas de manière essentialisée, mais en réinscrivant leur combat clandestin dans le cadre général de l'histoire de la Résistance et de la lutte clandestine.